

En outre, l'auteur analyse les diverses acceptions du terme *traditionnel* pour montrer que son champ sémantique est trop vaste pour permettre d'en faire le fondement d'une politique.

Il conclut que diverses influences agissent sur la gestion écologique du troca dans un contexte d'évolution sociale, culturelle et technologique accélérée.

Echoués à Broome: les Indonésiens, le troca et les Bardi de One Arm Point

par Bu Wilson

Extrait d'un article de Bu Wilson intitulé "Echoués à Broome : les Indonésiens, le troca et les Bardi de One Arm Point (ce que pensent les Indonésiens détenus à la prison de Broome et la communauté aborigène locale de la pêche telle que les Indonésiens la pratiquent dans les eaux australiennes)", publié dans Inside Indonesia, octobre 1990.

L'embranchement de Willie Creek est situé à une vingtaine de kilomètres de Broome, sur la piste de One Arm Point. C'est là que Craig et Coralie Kennedy sont chargés de s'occuper des pêcheurs de trocas indonésiens qui attendent, toujours plus nombreux, d'être jugés à Broome ou d'être rapatriés. Pendant ce temps, à Willie Creek, les hommes vivent à bord de leurs bateaux ou dans une habitation en construction sur les terrains de la commune et partagent leur temps entre la pêche et les interrogatoires auxquels les soumettent les autorités compétentes.

Aux termes d'un accord conclu entre l'Australie et l'Indonésie en 1974, unilatéralement amendé en 1988, il était admis que les Indonésiens avaient de tout temps pêché dans des eaux considérées actuellement comme appartenant à l'Australie. En vertu de ce protocole d'accord, les pêcheurs indonésiens sont autorisés à opérer dans une zone contiguë à Ashmore Reef (*Pulau Pasir*), Cartier Island, Browse Island, Scott Reef et Seringapatam (*Pulau Datu*). Ils étaient autorisés à ramasser les trocas, les bêtes-de-mer, les ormeaux, les burgaus, les éponges et autres mollusques à l'intérieur de la zone de pêche australienne, dans une zone matérialisée sur une carte géographique par un quadrilatère, pour autant qu'ils utilisent des méthodes traditionnelles – c'est-à-dire, dans ce cas, des voiliers appelés du Type I ou du Type II, selon le nombre de voiles dont ils sont munis. Cet accord interdit l'utilisation de bateaux à moteur, dits du Type III, de narguilés ou autres bouteilles. En dehors de cette zone, il est interdit aux Indonésiens d'opérer dans les eaux australiennes.

Un vaste dispositif a dû être mis en place à Broome pour faire face à cette vague d'arrestations de pêcheurs pris en flagrant délit de violation du protocole d'accord, dans les eaux australiennes. Ces pêcheurs sont au coeur d'un débat qui se veut écologique mais qui a néanmoins une dimension politico-culturelle marquée.

La prison

Le dimanche où je me suis rendu à la prison de Broome, près de soixante-dix pêcheurs indonésiens y étaient incarcérés – dont certains pour la deuxième fois voire, dans le cas d'Ali Domun, pour la troisième fois – alors qu'ils n'étaient que six la semaine précédente.

La plupart des détenus étaient originaires de Sulawesi mais certains d'entre eux, dont Ali, étaient de Roti et avaient été condamnés soit pour violation de la législation de l'Etat sur la pêche, soit pour avoir contrevenu au code de bonne conduite (soit pour ne pas s'être acquittés des amendes) imposé par le Commonwealth Fisheries Act ou par le Continental Shelf Act (législation relative aux ressources biologiques du plateau continental).

Les hommes avec lesquels nous nous sommes entretenus avaient tous l'intention de revenir en Australie car ils estimaient que la situation économique ne leur laissait pas vraiment d'autres possibilités. Les villages dont ils sont originaires sont particulièrement pauvres et les stocks de poissons de plus en plus exploités. Il n'existe plus à proximité de chez eux de récifs où ils ont des chances de récolter des trocas et, de plus, ils doivent rembourser l'argent emprunté pour financer le voyage et pour s'acquitter de l'amende qui leur a été infligée lorsque leur **parahu** a été confisqué par les autorités australiennes.

A Broome, les agents des services des pêches et des services de douane sont exaspérés par la charge de travail apparemment inépuisable, imposée par les opérations de surveillance et d'arraisonnement des navires et par les interrogatoires et autres formalités judiciaires qui s'ensuivent. Pourtant, tous rendaient hommage au courage et aux talents de navigateurs exceptionnels de ces pêcheurs qui arrivaient dans les eaux australiennes à bord d'embarcations qui tenaient la mer par on ne sait quel miracle, utilisaient

des boussoles de fortune et des cartes déchirées dans des atlas scolaires. Nombreux sont ceux, parmi ces agents, qui faisaient remarquer que s'ils se trouvaient dans la même situation économique que ces malheureux, ils n'hésiteraient pas à en faire autant.

Les agents des services des pêches et des services de douane ne savent plus s'il faut espérer que la dernière vague d'arrestations permettra de mettre un terme à ces opérations illégales et au surcroît de travail qu'elles entraînent ou s'il faut se résigner à considérer que ces infractions font tout simplement partie du quotidien. Quoi qu'il en soit, nombreux sont ceux parmi ces fonctionnaires qui parlent mieux l'indonésien.

Mon interprète, Ben Raja, bien que né à Singapour, est de parents indonésiens. Il enseigne actuellement la musique au collège catholique de Broome. Les liens qui unissent Broome à l'Indonésie ne datent pas d'hier. Les premiers marchands de Makassar, rebaptisé maintenant Ujung Pandang, se sont implantés sur la côte de Kimberley ainsi que dans des comptoirs plus connus, situés plus au nord. Par la suite, les "Koepangers", qui désignaient non seulement ceux qui immigraient de Kupang au Timor mais également, de manière plus générique, tous les travailleurs indonésiens, malais et philippins, constituèrent une partie substantielle de la main-d'oeuvre employée dans l'industrie nacrière à Broome. Aujourd'hui, la ville est peuplée en bonne partie d'Indonésiens et de Malais, dont certains appartiennent à des familles d'Alor, dans le nord de Timor, arrivées à Broome il y a plus de cinquante ans.

Les droits des Aborigènes

Dans les débats sur le ramassage traditionnel des trocas dans les eaux australiennes, la question des liens très anciens qui existent entre les méthodes de pêche traditionnelles des Indonésiens et des Aborigènes n'a pas été suffisamment creusée.

Dans l'ouest de l'Australie, les Aborigènes Bardi qui vivent à One Arm Point (ou à Ardyulloon en langue vernaculaire) sont les seuls à être autorisés à ramasser les trocas. La communauté aborigène de One Arm Point vit à 240 kilomètres environ de Broome, le long d'une route dangereusement cahoteuse. Cette communauté s'est établie à l'extrême pointe de la péninsule de Dampierland à l'entrée nord de King Sound. Plusieurs îles sont visibles de la plage.

Quelque 400 personnes vivent sur ces terres depuis 1967, année au cours de laquelle plusieurs résidents de la mission de Sunday Island actuellement aban-

donnée ont décidé de s'installer tout près de l'ancienne mission. Le groupe ethnique établi à One Arm Point est connu sous le nom de Bardi; il est dirigé par le Conseil Bardi constitué des représentants des sept clans qui le composent.

Traditionnellement, les pêcheurs ont exploité toutes les îles, y compris celles situées de l'autre côté de King Sound, à la recherche de trocas, de dugongs et de tortues. A l'initiative des missionnaires, la commercialisation de la coquille de troca a démarré alors que les Bardi vivaient sur Sunday Island.

A l'heure actuelle, les Bardi sont les seuls à être autorisés à ramasser les trocas dans la zone, en vertu d'un accord conclu avec le ministère de la pêche, qui a aussi fixé la fourchette de tailles des prises entre 65 et 100 mm. Les coquilles de trop petite taille doivent être laissées sur le récif afin de leur permettre de se développer et de devenir adultes, et les plus grosses également, en partie, en raison de leur excellente aptitude à la reproduction et en partie, parce qu'une fois qu'elles atteignent cette taille, elles ont tendance à être assez parasitées et à perdre, pour ainsi dire, leur valeur marchande.

Les pêcheurs, habituellement au nombre de deux ou trois, ramènent les trocas à la fin de la journée. Ils allument un feu – soit sur la plage, soit à l'extérieur de leurs maisons – et les portent à ébullition dans des récipients de 200 litres, après quoi ils en extraient la chair et laissent sécher les coquilles. Celles-ci sont alors pesées, emballées dans des sacs et vendues, par le truchement du Conseil Bardi, à un ou deux négociants qui opèrent à Perth ou dans les Etats de l'est. De là, elles sont envoyées à l'étranger, où elles sont utilisées pour la fabrication de boutons, de bijoux, ou comme additifs dans la peinture pour automobiles et dans le vernis à ongles.

En outre, un atelier de fabrication de bijoux a été créé et une machine à confectionner des ébauches de boutons devrait arriver prochainement. Les trocas restent une importante source de revenus pour la communauté Bardi dont ils contribuent à accroître l'indépendance économique.

Lorsque je me suis rendu à One Arm Point, j'ai remarqué que dans les cuisines l'on trouvait non seulement les produits habituels tels que le thé, le sucre, la farine et le lait en poudre mais également du coriandre, du chili et de la citronnelle. La cuisine se faisait souvent dans des woks.

"Le riz est la base de notre alimentation" m'ont déclaré les habitants. Les enfants qui me rendaient visite le soir mettaient un point d'honneur à m'apprendre quelques mots de Bardi mais ils se trompaient parfois et se faisaient reprendre par

l'un des leurs qui faisait alors remarquer que le mot employé était indonésien. Il semble que, naguère, les relations entre les pêcheurs indonésiens et la population Bardi étaient harmonieuses. Aujourd'hui, la population de One Arm Point manifeste parfois une certaine hostilité à l'égard des pêcheurs de Sulawesi et de Roti qui ramassent les trocas dans la zone de King Sound. C'est ainsi que les bateaux indonésiens aperçus dans cette zone sont dénoncés aux garde-côtes et qu'apparemment, certains de ceux qui ont été découverts dans les mangroves furent brûlés jusqu'à la ligne de flottaison.

Le régime de propriété traditionnel

Les raisons de cet antagonisme sont complexes. Au début des années 1980, les Aborigènes revendiquèrent, avec une insistance accrue, la reconnaissance de leurs droits de propriété traditionnels sur les terres situées dans l'ouest de l'Australie, ainsi que leur attachement à celles-ci, au point que la commission d'enquête sur les droits fonciers des Aborigènes (*Aboriginal Land Inquiry*), présidé par Me Paul Seaman, avocat de la Couronne, fut créée.

Plusieurs doléances orales et écrites furent présentées par l'association des Aborigènes Bardi et par deux autres communautés établies à Lombadina et Beagle Bay sur la péninsule de Dampierland. En récapitulant, Me Paul Seaman reconnut le bien-fondé des revendications des populations qui veulent que la mer, dont ils souhaitent avoir la jouissance, soit protégée et recommanda que l'eau qui continuait de faire partie de la vie et de la culture aborigène soit protégée. Mais, comme le Parlement de l'Australie occidentale ne donna pas son aval au projet de loi de 1985 sur les terres aborigènes, qui faisait suite à ces initiatives, la question du régime de propriété terrestre et maritime qui tient à coeur à ces populations est restée sans solution.

Interrogés sur les aspects de la gestion du troca qui leur paraissent cruciaux, les habitants de One Arm Point insistent sur la nécessité de garantir leurs droits sur les îles de King Sound et sur l'archipel des Buccaneer afin de pouvoir continuer d'y chasser, d'y pêcher, d'y camper et d'y ramasser du bois. Avec pour toile de fond une débauche d'énergie consacrée à négocier laborieusement avec les représentants de la justice et de l'administration australienne, la question de l'exploitation de ressources sur lesquelles les Aborigènes revendiquent un droit de propriété et d'exploitation traditionnelle, les positions ont commencé à se figer et un certain ressentiment se manifeste à l'égard des "étrangers" venus pêcher le troca.

D'aucuns se plaignent que les pêcheurs indonésiens appauvrissent les réserves en trocas en sur-

exploitant le récif, mais il m'a été pratiquement impossible de vérifier cette affirmation. Il va sans dire que le troca est ramassé en d'autres points de la planète, notamment dans le Pacifique et dans l'archipel indonésien, mais il m'a été impossible de déterminer l'ampleur et la nature du problème qui se pose dans le King Sound. Jusqu'à présent, aucune évaluation des stocks n'a été réalisée et ce problème qui n'aura en fait été abordé que sous l'angle des déclarations d'intentions et de l'anecdote a été paré d'un alibi écologique.

Pour les agents des services des pêches et des services de douane qui prennent à coeur cette mission, leur rôle ne consiste pas seulement à protéger la souveraineté australienne mais également à protéger une zone de pêche appartenant traditionnellement aux Aborigènes. Mais l'appel lancé par la Chambre de commerce de Derby en vue d'obtenir une augmentation des dépenses militaires de la région pour protéger les zones de pêche traditionnelles des Aborigènes peut être considéré avec une pointe de scepticisme.

Coopération

Les arrestations massives de pêcheurs indonésiens et leur incarcération en Australie ne constituent pas une solution réaliste à long terme pour le gouvernement australien et ne contribuent certainement pas à améliorer la situation des pêcheurs du sud de Sulawesi et de Roti. J'ai en effet demandé pour finir aux pêcheurs indonésiens détenus à Broome leur avis sur la solution à ce problème. De leur point de vue, le troca n'appartient pas aux autorités australiennes mais à tout le monde. Poussant un peu plus loin mon interrogatoire, j'ai constaté qu'ils sont favorables à l'idée de la création d'une coopérative au sein de laquelle ils seraient associés aux Aborigènes à One Arm Point. Plusieurs d'entre eux avaient entendu parler d'un projet d'assistance de l'Australie relatif à la mise en service d'une écloserie en Indonésie en vue de réensemencer les récifs situés à proximité de chez eux. Mais, à l'heure actuelle, on ne sait si cette opération qui doit être réalisée sous les auspices du ministère des affaires étrangères se concrétisera.

Toutefois, la section des études marines de l'enseignement technique et supérieur, avec la participation de l'association pour la promotion des entreprises commerciales aborigènes, a démarré la mise sur pied d'un projet d'écloserie dont il est question depuis longtemps à One Arm Point. L'évaluation tant attendue des stocks de trocas et de la dynamique des populations dans la zone de King Sound sera enfin réalisée et ce n'est pas l'une des moindres retombées de ce projet.